



Forum Alternatif Mondial de l'Eau : Marseille Mars 2012

Avec la publicité qu'il se doit, pratiquement tout le monde a bien entendu parler du Forum Mondial de l'Eau (FME), à Marseille. Ce "FME" est l'organe officiel des multinationales du secteur marchand de l'eau, initiateurs et organisateurs de ce **6ème Forum des Marchands d'Eau**, qui est totalement "illégitime" mais piloté et soutenu par le gouvernement français et de nombreuses collectivités publiques. Ce Forum, où étaient attendus plus de 25.000 participants, a été un fiasco total, on peut même dire qu'il "a bu la tasse" ! A la veille de l'ouverture, seulement 2000 personnes étaient inscrites et sans doute 2000 de plus en cours d'inscription. Comme le faisaient remarquer judicieusement des représentants d'associations marocaines et maliennes, à près de 700€ le ticket d'entrée, il y avait de quoi refroidir les ardeurs des futurs participants. A priori, ce forum n'a pas été la grand-messe espérée par tous ces "conquistadors" de l'or bleu ! On peut même, sans prendre de risque, annoncer que ce grand show a subi un échec cuisant. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir mis les moyens. Avec un budget à minima de 30 millions d'euros, approchant vraisemblablement les 50 (divisés par le nombre de visiteurs réels, ça commence à faire cher la place !), il y a de quoi s'interroger sur un tel gaspillage de l'argent public (financement à hauteur de 80%) et permet de constater qu'après un tel échec nous sommes en droit de réfléchir et remettre en question l'emprise des Multinationales sur la gestion de l'eau en France, détenue à 80% par ces prédateurs du marché de l'eau et à plus de 55% concernant l'assainissement.

* Déconstruction du discours "FME" :

Constat. _ Le dossier "Eau" est éclaté dans différentes instances onusiennes.

_ La 1ère décennie de l'eau lancée par l'ONU (1980/1990) suite à la conférence de Mar Del Plata (Argentine) en 1977 a été un échec.

Résultat. _ Les multinationales et les Institutions Financières Internationales (IFI) s'emparent du problème.

_ Cela leur permet la création du Conseil Mondial de l'Eau (CME) en 1996.

_ Il lance le premier FME en 1997 à Marrakech (les mouvements sociaux ne sont pas alertés et peu d'états participent) Le CME s'emploie à élargir la participation pour donner de la légitimité et obtenir la reconnaissance du FME par l'ONU. Ce fameux FME souhaite la marchandisation de l'eau et fait la promotion des "Partenariats Public-Privés" (PPP).

Face à cette mascarade, face à ce déni démocratique et à cette débauche de moyens, une parodie extraordinaire et populaire le **FAME** (Forum Alternatif Mondial de l'Eau) a vu le jour également à Marseille au Dock des Suds mais à consonance beaucoup plus humaine. Une délégation de 5 Limousins a eu le privilège d'arpenter lors de ces 4 journées les couloirs de stands, les salles de conférences, participer aux divers ateliers, débats, échanges, discussions qui ont animé ce forum Alternatif : **Jacqueline, Babeth, Michel et Jean Pierre** pour la délégation d' **Attac 87**, mais aussi **Nanou pour Corrèze Environnement** avec qui nous travaillons étroitement. Nous ne pourrions pas faire ici la liste exhaustive des différents sujets et thèmes qui nous étaient proposés et nous avons dû faire des choix cornéliens pour participer en priorité aux sujets qui nous intéressaient et nous préoccupaient principalement. Nous nous étions fixés comme objectifs que chacun de nous ferait le choix d'assister et de participer au thème qui lui suscitait le plus d'intérêt, prendrait des notes et que nous ferions un résumé commun et condensé de nos travaux : tâche particulièrement difficile tant les sujets étaient tous aussi intéressants les uns que les autres, mais qui offraient parfois la difficulté de se chevaucher !

L'ambiance était plutôt sereine dans les divers ateliers, bon-enfant et conviviale sur les stands et dans les couloirs du forum. Nous avons liés de nouvelles et intéressantes connaissances, parfois retrouvés des "têtes connues" comme Jean Luc Touly par exemple, que nous avons rencontrés lors du débat sur l'eau à Rilhac-Lastours, puis revu également à Tulle. D'autres personnages rencontrés l'été dernier à Lézan (Gard) ou lors de la manif Parisienne contre Notre Dame Des Landes (mi-novembre 2011). Beaucoup d'Associatifs comme nous, avec une importante présence de délégations régionales d'**ATTAC** co-organisateur de ce contre forum, de la Confédération Paysanne, des « latinos » et tous ceux de la Via Campesina, beaucoup de délégations étrangères dont la plupart avaient justement boudées ou quittées le "forum du Fric" à quelques encablures, pour venir se joindre à nous. C'est pourtant la structure même du **Conseil Mondial de l'Eau (CME)**, organisateur du FME non légitime, qui fait que ce dernier ne peut être le lieu d'un véritable débat, tout l'opposé de « notre » FAME. Ce CME est un organisme privé qui entend s'arroger le directoire mondial de l'eau pour favoriser la marchandisation de ce bien commun, pour preuve la remise du « Grand Prix Hassan II » pour l'eau, qui récompense un projet à long terme ou une carrière. (ça devient le festival de « Marracash » !) L'accaparement de ce bien commun par les multinationales a aggravé la crise de l'eau, raison pour laquelle Attac et de nombreux partenaires nationaux et internationaux tenaient à ce Forum Alternatif Mondial de l'Eau, donnant à voir les alternatives pour se doter de moyens garantissant un accès à une eau de qualité pour tous sur la planète. Même si l'ONU vient de reconnaître cet accès comme un droit humain fondamental, comme nous avons pu le constater par les divers témoignages un peu partout en France, mais aussi avec les représentations étrangères : en Belgique, en Norvège, en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, plus particulièrement peut-être en Italie, mais aussi jusqu'en Bolivie, Équateur, Brésil, Argentine, Colombie, Chili, en Afrique aussi, au Maghreb et en Mauritanie, en Australie, au Canada et plus récemment en Asie, des luttes populaires et des alternatives citoyennes démontrent que l'emprise des multinationales sur l'eau n'est pas une fatalité. L'objectif du CME n'est pas de donner de l'eau à ceux qui n'en ont pas ou en manquent, mais d'en vendre d'avantage à ceux qui peuvent se la payer : Comment pouvons nous établir un rapport de confiance suivi d'un dialogue lorsque nos objectifs sont en totale contradiction et nos solutions complètement opposées ? Nous agissons et revendiquons la réappropriation citoyenne de l'eau et la redéfinition d'un véritable **Service Public de l'Eau**, que ce soit pour la distribution, comme pour l'assainissement. Le FAME s'étant doté d'une charte de principes appel toutes celles et tous ceux qui s'y reconnaissent à rejoindre le mouvement pour renforcer les résistances afin d'amplifier et élargir les alternatives déjà existantes. Quelques partis politiques étaient aussi « discrètement » présents (comme le Front de Gauche ou EELV.)

Ce que nous avons pu constater et entendre lors des divers échanges, c'est une « re-politisation » du débat au sujet de l'eau qui gagne les consciences, la « privatisation » du pouvoir public (confisqué par les multinationales justement) que de plus en plus de citoyens refusent, comme ils l'ont fait en rejetant le « Forum des Corrupteurs de l'Eau ». Lors du discours d'ouverture du FAME tendant à « déconstruire » le discours du FME, assez forte impression du représentant « Mondial » des Syndicats de Services Publics de près de 150 pays, dont une très très forte pression est exercée par

les pays « Latino-américains » avec des mobilisations et des actions d'envergure des associations paysannes (Mouvement International Via-Campésina...) pour qui l'eau est encore plus vitale, afin d'assurer les moyens alimentaires pour nourrir les populations. Ce qui confirme le fossé énorme et les injustices entre les pays du Sud et du Nord! Manque d'eau évident au Sud, pas de pluie, sécheresse accrue, pollutions des nappes et des ressources, désertification des terres agricoles : une véritable catastrophe humaine, sociale, économique et écologique Très remarquable aussi l'intervention des militants Italiens qui ont fini par imposer un référendum National d'initiative populaire et citoyenne à leur gouvernement, avec un résultat allant bien au delà de leurs espérances : 95% se sont prononcés pour l'eau publique et contre les profits sur ce bien commun! Un mot « récurrent » est revenu à de très nombreuses reprises : "**ACCAPAREMENT**" de l'eau, des richesses, des terres nourricières, des énergies, des semences et des biens communs, de la santé et de la vie des citoyens du monde.

* Gestion publique de l'eau :

Plusieurs ateliers étaient consacrés à ce thème. Nous avons essayé d'affiner nos connaissances, mais le sujet n'était en général pas suffisamment approfondi, même si nous avons été confortés dans notre direction de travail. Cependant, nous avons fait beaucoup de rencontres très intéressantes hors ateliers, avec des personnes très compétentes et très désireuses de partager leurs savoirs.

Un point à rappeler : l'eau est un service public dans la loi française, sa gestion est sous la responsabilité des élus, même en cas de délégation.

Un exemple intéressant : la ville de Grenoble a été en gestion publique jusqu'en 1989, puis en gestion privée jusqu'en 2000 et à nouveau en gestion publique. Cette dernière a permis trois fois plus d'investissements et une baisse des coûts du service de 22%.

D'autres sujets à aborder : l'assainissement, en sortant de la généralisation du réseau de collecte collectif et en privilégiant au maximum de petites unités de traitement ; la gestion des eaux pluviales, en évitant le tout à l'égout, en diminuant l'artificialisation, en privilégiant son "retour à la terre" là où elle tombe ; la protection de la ressource, en évitant les pollutions industrielles et surtout agricoles ; la réappropriation de la démocratie, en participant à des comités d'usagers, aux conseils de régions, aux comités consultatifs des services publics locaux, en organisant des référendums ...

* Eau et politique agricole :

Les exemples présentés par les intervenants du **Mexique**, du **Mali** et du **Bangladesh** montrent les impacts des politiques de libre-échange sur l'eau et l'agriculture de ces pays.

Les multinationales accaparent l'eau et les terres, chassant les petits paysans. On assiste alors à une émigration vers les grandes villes ou vers d'autres pays, à l'augmentation de la pauvreté et de la famine, au développement de l'agriculture industrielle avec son cortège de pollutions.

L'intervenant du Mexique appartient au conseil des affectés environnementaux qui travaillent en réseau et articulent luttes rurales et urbaines pour défendre la souveraineté alimentaire, le droit d'accès à l'eau et la conservation des écosystèmes. Ils projettent des recherches pour reconquérir les savoirs indigènes en vue de supplanter les technologies des multinationales.

L'intervenante du Mali appartient à un syndicat agricole qui lutte pour que les paysans conservent leurs terres cédées par l'État à des multinationales souhaitant s'installer sur les rives du Niger. Les autorités locales répriment les luttes, créent d'autres syndicats pour diviser les paysans et affaiblir le mouvement.

L'intervenant du Bangladesh relate des problèmes avec l'Inde qui veut contrôler l'eau pour irriguer, entraînant soit un manque d'eau, soit un excès pour son pays et de forts mouvements sociaux.

Une déclaration de la Via Campesina demande l'arrêt de l'accaparement de l'eau et une gestion publique, démocratique, locale et soutenable.

A cet atelier a été présenté le concept d'eau "virtuelle". C'est l'eau utilisée indirectement en consommant des produits alimentaires ou manufacturés, c'est à dire l'eau nécessaire à chaque étape de la vie du produit. Ainsi, on utilise environ 140 l d'eau pour produire une tasse de café et 9 l pour un litre d'eau embouteillée. Nos importations en matière d'eau virtuelle sont très importantes.

***Eau en bouteille :** A propos d'accaparement, il en est un qui n'est pas encore perçu à sa juste mesure, il concerne l'appropriation de l'eau en bouteilles à des fins commerciales, si le coût de la "matière première" à la base ne représente pratiquement rien, le bénéfice final est lui multiplié par ... 2000 ! Cette industrie épuise la ressource au détriment des autochtones : besoin vital, agriculture etc ... Ces choix nécessitent d'utiliser des transports et du plastique (sources de pollutions et consommateurs de pétrole). Le paradoxe est que les normes de potabilité pour l'eau en bouteille sont plus laxistes que celles exigées pour l'eau du robinet (ex San Pellegrino en Italie). Des multinationales comme Nestlé ou Danone, rachètent aux gouvernements des terres se trouvant en zones protégées ! L'eau du robinet étant souillée et polluée pour de multiples raisons, l'achat d'eau en bouteilles devient automatique, alors que les ressources naturelles en eau pourraient être protégées, économisées, assainies et potabilisées. Les associations de protection des ressources naturelles font des campagnes pour sensibiliser les populations au droit à l'eau inscrit dans les constitutions, à la protection des zones de captage, à l'utilisation de l'eau du robinet en potabilisant l'eau individuellement ou en démontrant que l'eau en bouteille n'est pas plus saine, en réinstallant des fontaines. Le chef du village marocain Ben Smim raconte la lutte contre la spoliation de la seule source du village (village vivant exclusivement d'élevage). En 99, Euro-Africaine Des Eaux (EADE) s'intéresse à cette source. En 2001, EADE propose une usine d'embouteillage avec un contrat de 30ans. Le village part en résistance, occupe la source. En 2005, EADE passe un contrat avec le royaume qui détient 60% de la source. EADE peut pomper 100 millions de litres d'eau par an. En 2007, les travaux commencent sous protection des gendarmes. Les villageois occupent le terrain et font suspendre le chantier. Malgré de nombreuses arrestations avec des peines financières lourdes et des emprisonnements, le village a réussi l'ouverture d'un débat public sur la question de la marchandisation de l'eau : inédit au Maroc. Les résistances continuent avec le soutien d'associations locales, nationales et d'un soutien juridique. [<http://www.cadtm.org/Maroc-Ben-Smim-Pour-qu-on-n-oublie>]

***Grands Barrages :** L'accaparement des ressources hydrauliques concernant aussi l'énergie : les témoignages des pays d'Amérique-Latine sont assez édifiants. Les grands projets énergétiques de l'électricité sur l'Amazonie et l'Amérique Latine ne profiteront surtout pas aux populations, mais à la grande industrie et une fois de plus aux grands groupes industriels ou multinationales. Il a été constaté de grandes disparités dans l'efficacité des Services Publics en Amérique du Sud comme au Venezuela/en Uruguay/Argentine/Costa-Rica/Colombie etc ... qu'ils soient publics ou privés, majoritairement en ce qui concerne l'électricité. Aux yeux de certaines associations locales, il ne faut pas défendre systématiquement les services publics s'ils fonctionnent mal ou s'ils ne sont pas suffisamment efficaces. Certains fonctionnent très bien, il faut les faire évoluer et progresser. Je suis intervenu dans le débat en essayant d'expliquer avec pour exemple celui des transports ferroviaires en France, qui privés de moyens adéquats de fonctionnement afin d'assurer les missions de service public qui lui était dévolues et lorsque la volonté "politique" ne suivait pas, ce service arrivait à faire la démonstration de son incapacité à assumer ses missions ! Ceci ayant pour but principal de favoriser l'arrivée d'opérateurs privés pratiquant le dumping-social et les services "lowcost" ! L'exemple de ce qui c'est passé à Grenoble pour l'eau est suffisamment démonstrateur.

Nous avons aussi eu le malheureux témoignage d'un militant Cambodgien, nous expliquant les dégâts irréversibles que sont en train d'imposer les expansionnistes Chinois prêts à tout saccager dans le delta du Mékong, avec la construction pharaonique de grands barrages, d'assèchement de ressources, de la déviation ou la disparition des rivières et des répercussions sur les nombreuses populations vivant près du fleuve Mekong à travers une partie de la Birmanie, de la Thaïlande, du Laos, du Cambodge, du Vietnam. Problèmes identiques en Inde et au Pakistan.

***Les Gaz de Schistes et la Fracturation Hydraulique :** La fracturation hydraulique (ou fracking) n'est un phénomène qu'assez récemment connu, car nous manquons de retours d'expériences, de témoignages et d'études sérieuses et vraiment indépendantes. De nombreux témoignages nous arrivent tous les jours sur ce qui se passe ou ce qui s'est déjà passé dans tous les points du globe. Les Canadiens nous ont relaté ce qui se passait en **Pennsylvanie** ainsi qu'au **Wyoming** (près de 25000 puits !) avec des

dégâts irrémédiables faits à la nature et subits par les populations dont la santé est menacée. Nous pensions que ces pollutions arrivaient ou étaient transmises par l'eau et bien ce qui transite par les voies aériennes est d'une toute autre ampleur et est vécu par les riverains (voire beaucoup plus loin par vents portants) comme un véritable empoisonnement sanitaire. D'autres témoignages saisissants comme la divulgation de tous les sites de forages et de fracturation opérés en **Pologne**, avec des constats déjà catastrophiques et les très graves répercussions sur la santé des populations. Témoignages également venus d' **Espagne** qui commence à s'organiser, à se structurer et à entrer en résistance. Nos amis Allemands se sont aperçus également que la fracturation hydraulique qui ne portait pas son nom était bien active (assez discrètement faut-il le signaler, pour ne pas dire de manière très confidentielle) sur leur territoire à l'insu des populations, des élus et des associations environnementales. En **Allemagne**, les autorisations sont données par les régions. Dans une première région, il n'y a pas eu de réaction ; puis en Basse Saxe, les réactions ont été plus vives. Le réveil est douloureux, mais la rébellion s'installe plus ou moins timidement. Il faut souligner que l'Allemagne utilise le gaz naturel comme "**énergie de transition**" dans le but de produire 20% de son électricité, alors que près de 40% de ce gaz provient de Russie. Ici donc le Mythe de l' indépendance énergétique est très fortement revendiqué (récemment aussi en Pologne) pour justifier par l'exploitation des "GDS" plus d'indépendance vis à vis de la Russie, alors que Gazprom a acheté près de 20% des concessions vendues par le gouvernement polonais (CQFD). En **Autriche**, 2 maires ont carrément refusé de donner les autorisations pour 2 forages à usage de "tests". Le **Québec** a quant à lui décrété un moratoire ... que le gouvernement refuse de formaliser !

L'esprit de résistance n'est pas aussi marquant que dans les pays "latinos". Une très forte demande de solidarité et de convergence ressort de tous ces échanges, des demandes de conseils sur les moyens d'agir, de manifester, d'informer et de s'opposer à cette forme d'exploitation dont nous ne mesurons pas bien les effets "collatéraux", les dégâts et les impacts irresponsables sur l'eau, les sols, les zones humides, les nappes, les rivières, l'agriculture ou la santé ! Ce problème vient de resurgir dans l'actualité française par la récente prise de position décidée par le ministère de l'écologie à propos des projets d'exploitation par la fracturation, au prétexte fallacieux de "la recherche" !

Les prises de consciences collectives et internationales ont permis de mutualiser les luttes. Une des propositions d'inscription à la déclaration finale du FAME est bien l'opposition sans condition aux "GDS", que ce soit pour l'exploitation, l'extraction ou la recherche.

Eau et "APARTHEID" : Nous n'étions pas ignorant de la situation palestinienne, mais les témoignages et les interventions apportés par les différents intervenants, y compris Israéliens, sont assez édifiants. L'eau dans ces territoires, au Moyen Orient, est devenue bien plus qu'une ressource mais une arme redoutable pour l'état d'Israël qui n'a eu cesse de s'emparer des ressources en eau de la région et d'en priver les populations "non-juives". Les habitants de la bande de Gaza disposent le moins d'eau propre disponible par habitant, tandis que leurs frères de Cisjordanie disposent de 10 fois moins d'eau que les colons juifs qui leur confisquent leurs terres. Cette arme au service du nouvel apartheid est insupportable, les 450 000 colons israéliens en Cisjordanie utilisent plus d'eau que les 2,3 millions de Palestiniens. Il devient de plus en plus difficile aux associations et organisations étrangères d'aider et de venir au secours de ces populations victimes d'un véritable "génocide" sanitaire, sans se retrouver devant les tribunaux, y compris internationaux et poursuivies pour "antisémitisme" ! Demande a été faite lors de la clôture de ce forum par de multiples associations, syndicats, partis politiques, pour qu'un véritable **tribunal international** sur ce sujet voit le jour et soit suivi d'effet afin que cessent ces situations inadmissibles !

Une déclaration finale a été proclamée et sera également en ligne sur le site du Fame.

Pour la souveraineté alimentaire: **Stop à l'accaparement de l'eau !**

"Eau source de vie pas de profits !"

En résumé de ce forum :

Suite aux nombreux ateliers des questions incontournables ont été intégrées au débat. Il en ressort dans la déclaration finale du FAME l'exigence d'un **service public et partagé mondial de l'eau et de l' assainissement** en prolongation de la déclaration des Nations Unies du 28 juillet 2010 (Droit humain fondamental). L'eau est un bien commun à l'ensemble des espèces vivantes planétaires. En 1996 l' Afrique du Sud inscrivait "le droit à l'eau" dans sa constitution ; en 2004, c'était le tour de l'Uruguay. Nous devons nous emparer de l'opportunité qui fait que les grandes multinationales de l'eau telles que Véolia et Suez perdent des parts de marchés en occident pour retrouver une gestion publique de l'eau et de l'assainissement qui à de nombreuses occasions a fait la démonstration, par des solutions innovantes, dans un cadre urbain comme rural, qu'un fonctionnement optimum de ses services entraînait des économies conséquentes pour le consommateur, les collectivités, induisant une réorientation de l'agriculture et de l'industrie vers de meilleurs usages ! Malgré les difficultés, des exemples concrets peuvent encourager les élus vers d'autres choix et solutions que les **Délégations de Service Public** et les **Sociétés Publiques Locales** créées en 2010, fonctionnant comme des sociétés de droit privé, façon détournée de contourner l'offre publique des marchés. Nous nous faisons les porte-paroles et les promoteurs des "PPP", **Partenariats-Publics-Publics !**



Pour ATTAC 87, Elisabeth et Jean Pierre Chauffier, Jacqueline Martin, Michel Vaury,
Jeanne Waechtel pour Corrèze-Environnement, Mars 2012